

Jeudi, 9 mai 1878.

Deux heures p. m.

PRIÈRES.

M. *Oliver* du comité collectif des deux Chambres au sujet des impressions du Parlement, présente à la Chambre le onzième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Le comité a examiné avec soin les documents suivants et recommande qu'ils soient imprimés :

*Réponse à adresse*,—Documents relatifs au chemin de fer de *Windsor* et *Annapolis*, à l'embranchement de *Windsor* et au chemin de fer des Comtés de l'Ouest.

*Réponse à adresse*,—Copie de l'exploration faite par le colonel *Bell*, I.C., sur la route projetée du chemin de fer Canadien du *Pacifique* de *Nipigon* à la jonction de la *Baie du Tonnerre*, etc.

*Réponse à adresse* (Sénat),—Etat de tous les droits d'accise perçus en juillet, septembre, octobre, novembre et décembre, 1877, etc.

*Réponse à adresse* (Sénat),—Déclaration et décret dans la poursuite du procureur-général de Sa Majesté pour le *Canada versus Haws*, actuellement pendante devant la division de la chancellerie de la haute cour de justice en *Angleterre*.

Le comité recommande aussi que la recommandation contenue dans son neuvième rapport, portant que les rapports et documents relatifs à la localisation de la ligne et du havre du terminus ouest du chemin de fer Canadien du *Pacifique*, ne soient pas imprimés, soit rescindée, et après réconsidération, il recommande respectueusement qu'ils soient imprimés.

Le comité recommande aussi que les documents suivants ne soient pas imprimés :

*Réponse à adresse*,—Ordres en Conseil relatifs aux balances de crédit de 1876-77 qui peuvent être périmées et avoir été transportées à l'année suivante.

*Réponse à ordre*,—Rapport indiquant le grade et les noms de tous les officiers qui ont assisté aux écoles d'artillerie de la batterie A ou B, et ont obtenu des certificats.

*Réponse à ordre*,—Etat de toutes les ventes ou baux des îles du fleuve *St. Laurent* entre *Brockville* et *Kingston*.

*Réponse à adresse*,—Correspondance avec les créanciers d'*Olivier Latour* relativement à la prétendue déchéance de la charte que peut avoir encourue la Banque Nationale pour avoir fait illégalement le commerce de bois.

*Réponse à adresse*,—Ordre en Conseil fixant le taux des péages que peut percevoir la compagnie d'amélioration du haut de l'*Ottawa*, sur les bois en grume et de construction.

M. *Huntington*, l'un des membres du Conseil Privé de la Reine, présente, la réponse conformément à l'ordre de la Chambre, daté du premier avril 1878, demandant un état indiquant les montants payés annuellement pour le transport des malles entre *Kamouraska* et la station du chemin de fer, à *St. Paschal*, depuis que le convoi express du chemin de fer Intercolonial dépose ces malles à la dite station, et aussi les noms des personnes à qui ces montants ont été payés. (*Documents de la session*, No. 21u.)

Réponse à l'ordre de la Chambre, daté du 27 mars 1878, demandant copie de la correspondance relative à la fermeture du bureau de poste de *Muir*; correspondance relative à la destitution de *Charles Lilley* comme maître de poste à *London-Est*, et la nomination de M. *Mills* comme maître de poste à sa place, et la raison du changement de l'endroit du bureau de poste. (*Documents de la session*, No. 144.)

Réponse à l'adresse à Son Excellence, datée du 1er mai 1878, demandant copie de la correspondance, des rapports et mémoires relatifs au changement de la route de la malle entre *Grand Village* et les *Cinq Îles via Portapique Mountain*, dans le comté de *Colchester*. (*Documents de la session* No. 145.)